



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

Annexe 1

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2018)8809 du 14.12.2018 relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Niger

Document relatif à l'action pour le contrat relatif à la résilience et construction de l'État (SRBC) au Niger

1. Le point 5 «Montants concernés» du tableau en première page est modifié comme suit:

5. Montants concernés	Coût total estimé: 122 044 855 EUR Montant total de la contribution du FED: 122 044 855 EUR dont 116 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 6 044 855 EUR au titre de l'appui complémentaire.
------------------------------	--

RESUME

2. À la fin du second paragraphe, le texte suivant est ajouté:

« En 2020, le Niger fait face à une triple crise. En effet, fin 2019, la situation sécuritaire de la région de Tillabéry s'est beaucoup détériorée avec la multiplication des attaques contre les forces de sécurité à proximité de la frontière malienne, et notamment à Inates et Chinagoder. Le 9 août 2020, six humanitaires et deux guides nigériens en déplacement privé dans la réserve naturelle de Kouré, à quelques 60 kilomètres de la capitale Niamey, ont été tués lors d'une attaque terroriste. Il s'agit d'une première attaque meurtrière contre des occidentaux depuis plusieurs années, frappant une zone proche de la capitale jusque-là épargnée et n'affectant désormais plus exclusivement des militaires, élus locaux / chefs communautaires et populations locales. En réponse à cette dégradation, notamment dans l'ensemble de la région des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger), l'Union européenne et les autorités nigériennes ont décidé de mobiliser des fonds via le Fonds fiduciaire d'urgence pour appuyer les efforts de stabilisation. Par ailleurs, depuis début 2020, la survenue de la pandémie du COVID-19 impacte l'économie mondiale et engendre d'ores et déjà des impacts négatifs sur l'économie nigérienne. Le Fonds monétaire international a revu les prévisions de croissance pour le Niger à la baisse avec des répercussions à prévoir sur la mobilisation des ressources intérieures et sur les services publics essentiels. C'est pourquoi un plan global de réponse à la pandémie de coronavirus COVID-19 a été formulé et validé par le gouvernement; ce plan a été partagé et soumis aux partenaires techniques et financiers (PTF) pour une mobilisation de son financement. Enfin, les prévisions pour 2020 en termes de crise alimentaire sont alarmantes et encore aggravées par la crise sécuritaire et les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire.

Cette action sera mise en œuvre dans un contexte COVID-19 et adaptée si nécessaire pour atteindre son objectif»

1. CONTEXTE

1.1. Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

3. Le texte suivant est ajouté:

« Conformément au programme indicatif national signé entre l'Union européenne et la République du Niger et afin de répondre aux effets de la crise COVID-19 au Niger, le portefeuille d'appui budgétaire au Niger est restructuré. Le Niger a enregistré son premier cas confirmé de COVID-19 le 19/03/2020. En date du 8 juin 2020 il présente 973 cas positifs confirmés (sur un total de 5028 patients testés) dont 65 décédés. La propagation de la pandémie a atteint toutes les huit régions du pays. »

1.1.1 Évaluation des politiques publiques et cadre des politiques de l'Union européenne

a) Stabilité macroéconomique et budgétaire, développement du secteur privé, des processus de croissance, amélioration du climat des affaires et des investissements et de création d'emplois.

4. À la fin du premier paragraphe sur la politique économique et financière, le texte suivant est ajouté:

« En 2020, la pandémie du COVID-19 constitue un choc pour l'économie nigérienne avec un impact négatif sur les recettes internes, un accroissement des dépenses publiques et un recul de la croissance économique suivi d'une détérioration du déficit public et extérieur (*voir la section 1.2.2 pour l'analyse de l'impact de la pandémie*). Pour la lutte contre cette pandémie, le gouvernement a pris des mesures immédiates, de court et moyen termes. Ces mesures portent entre autres sur: (i) le renforcement de la mobilisation des recettes fiscales sans accroître la contrainte fiscale sur les agents économiques et l'assouplissement des paiements des impôts (proposition de différé sous forme d'échéances souples, afin de contribuer au maintien des activités); (ii) le renforcement de la régulation budgétaire et sécuriser la trésorerie pour les dépenses hautement prioritaires; (iii) la sécurisation des approvisionnements en produits pharmaceutiques et sanitaires pour faire face à la prise en charge des cas confirmés et limiter la progression de la pandémie; (iv) le lancement d'un plan d'urgence pour accroître les cultures irriguées, afin de contenir le gap des importations de biens de consommation courante; (v) les facilités des banques aux clients pour l'institution d'un moratoire sur les crédits au profit des opérateurs touchés. Au regard des besoins de financement, très importants (597 milliards FCFA, 7,4 % du PIB), des offensives diplomatiques immédiates sont prévues en vue de mobiliser des appuis budgétaires d'urgence et/ou anticiper sur le calendrier de décaissement des appuis budgétaires prévus en 2020. »

c) Accès à des services de santé de qualité en particulier pour les filles, les femmes et les enfants et contribuer à la réduction de l'iniquité et des inégalités.

5. Après le premier paragraphe sur le domaine de la santé, le texte suivant est ajouté:

« Depuis mars 2020, le système sanitaire nigérien subit la pression de la pandémie à coronavirus COVID-19. Le système sanitaire du Niger a des capacités extrêmement limitées pour faire face à cette pandémie. Déjà, le taux de couverture sanitaire du pays s'élève à seulement 51 % en 2019. La prise en charge du COVID-19 se fait au niveau des hôpitaux de référence de la capitale et dans certains hôpitaux régionaux. Un besoin généralisé d'équipement des centres de santé et de protection individuel, ainsi que d'intrants pour la prévention est aussi enregistré. En outre, plusieurs facteurs rendent le Niger à haut risque de propagation de l'épidémie, hors contexte hospitalier, notamment la frontière poreuse, l'intensité des échanges socio-économiques et culturels (exode par exemple), la mauvaise pratique de lavage des mains, les pratiques culturelles locales, le faible accès à l'eau potable. Pour faire face à la crise, un Plan global de réponse à la pandémie de coronavirus COVID-19

a été élaboré et approuvé par le gouvernement le 26 mars 2020. Sur le plan sanitaire, les principales composantes sont la coordination, la surveillance épidémiologique, la prévention et le contrôle de l'infection, la communication de risque et engagement communautaire, le renforcement des capacités des services de santé, les sites d'isolement et le confinement. L'impact budgétaire de la composante sanitaire de ce plan d'urgence est estimé à 159 milliards FCFA (soit 242 000 000 EUR). Par ailleurs, les besoins pour atténuer l'impact global de la pandémie, y compris les aspects socio-économiques, sont estimés à 907 000 000 EUR, soit environ 7.4 % du PIB. D'ores et déjà, la mise en œuvre de plan d'urgence a permis de maîtriser la progression de l'épidémie à Niamey et dans les autres régions. »

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Cette partie reste inchangée

1.1.3 Domaines prioritaires pour l'appui/l'analyse du problème

a) stabilité macroéconomique et budgétaire; développement du secteur privé, des processus de croissance, amélioration du climat des affaires et des investissements et de création d'emplois.

6. *À la fin du paragraphe sur la gouvernance économique et financière, le texte suivant est ajouté:*

« Par ailleurs, comme mentionné ci haut, la pandémie du COVID-19 et ses conséquences économiques conduiraient à des moins-values de recettes internes et un fléchissement de la performance des régies financières en raison des mesures administratives prises par le gouvernement (notamment la réduction des heures de travail et du personnel de l'administration). Aussi ces mêmes mesures administratives et réglementaires (état d'urgence, confinement) handicaperaient l'élan de mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques (GFP) et économiques. Des nouvelles dispositions réglementaires ont été prises pour la passation des marchés publics rentrant dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Enfin un fonds spécial COVID-19 a été créé pour la mise en œuvre du plan d'urgence dont l'audit régulier doit être parmi les points de dialogue avec le gouvernement. »

7. *Le second paragraphe est modifié comme suit:*

« Malgré la poursuite de la mise en ligne de certains documents budgétaires, la transparence et le contrôle budgétaires au Niger constituent un véritable défi pour la mise en œuvre des programmes d'appui budgétaire de l'UE. On peut se réjouir du retour du Niger à l'initiative EITIE (gestion des industries extractives) depuis février 2020 après sa suspension en octobre 2017. Au niveau de l'indice budget ouvert (IOB) 2019, des faiblesses restent encore au niveau de la participation de la société civile dans le processus de préparation budgétaire et dans le contrôle externe. Pour relever ce défi, la Délégation de l'Union européenne et les autres partenaires techniques et financiers (pouvoyeurs d'appuis budgétaires) entendent inclure la thématique « transparence budgétaire » dans leurs agendas du dialogue politique avec les autorités nigériennes et les organisations de la société civile (OSC); cela en plus des initiatives entreprises par les secrétariats EITIE et de l'*International Budget Partnership* (IBP). Dans cette optique, l'UE appuierait pour la publication de l'ensemble des documents budgétaires clés (selon les normes IOB) via le dialogue politique et des assistances techniques au profit du parlement, des institutions et structures de contrôle externe. Au niveau sectoriel, les actions porteront sur l'élaboration et la publication des rapports trimestriels d'exécution budgétaire par les principaux ministères (éducation, santé, justice, secteur rural,...). »

c) accès à des services de santé de qualité en particulier pour les filles, les femmes et les enfants et contribuer à la réduction de l'iniquité et des inégalités.

8. *Le paragraphe sur la santé et démographie est modifié comme suit:*

« L'offre de services de base de qualité, en particulier dans le secteur de la santé qui fait face à une demande sociale grandissante compte tenu de la croissance démographique soutenue, représente un facteur essentiel pour les objectifs de renforcement de la légitimité de l'État et de la cohésion sociale que l'action poursuit. En 2020, la menace de la pandémie de COVID-19 rend particulièrement urgent pour l'Etat d'investir dans le renforcement du système de santé. En particulier, le domaine prioritaire de l'appui porte sur l'accès financier des populations vulnérables à des services de santé de qualité, par la consolidation des acquis de la politique de gratuité des soins, d'approvisionnement des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) dans les centres de santé au profit des enfants et la planification familiale (PF), ainsi qu'aux actions prioritaires du Plan COVID- 19. Concernant les effets de la gratuité des soins, au regard de la faiblesse du système de remboursement et du retard dans la validation des factures par le ministère de la santé (structures déconcentrées et centrales), il faudrait des mesures de contrôle interne et d'accompagnement. Par ailleurs, la feuille de route pour la couverture sanitaire universelle (CSU) serait validée en collaboration avec l'OMS et les autres PTF du secteur. Le suivi de la mise en œuvre de cette feuille de route pour la CSU et du Plan de réponse au COVID-19 figurerait parmi les points de l'agenda du dialogue politique. »

1.2. Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Cette partie reste inchangée

1.2.2 Politique macroéconomique

9. *Le texte suivant est ajouté:*

« Cependant, sur la base des dernières estimations disponibles, la crise liée au COVID-19 devrait avoir les conséquences suivantes:

- *Croissance économique, secteur financier:* perturbations au niveau des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, des transports et des petites et moyennes entreprises (PME) de l'artisanat. Avec les effets de la pandémie et de ses canaux de transmission, l'économie nigérienne pourrait ne croître que de 1 % en 2020 contre 6.9 % initialement prévu et 5.1 % en 2019 (FMI avril 2020) et un taux de croissance démographique de 3.9 %. Le taux d'inflation annuelle en moyenne pour 2020 s'établira entre 4.4 % et 7.9 % (contre une norme communautaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) fixé à 3 %). Les perspectives économiques à moyen terme restent positives en lien avec le renforcement des réformes. Dans cette optique, le FMI a procédé le 13 avril 2020, à une annulation de la dette de 25 pays membres dont le Niger au titre du Fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de ripostes aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) aux fins de permettre aux pays de faire face aux effets de la pandémie du COVID-19. Enfin, il pourrait y avoir un ralentissement des crédits à l'économie et de la masse monétaire respectivement de 3.3 % et de 4.4 %.
- *Secteur extérieur:* il connaîtrait un ralentissement, voir arrêt total du commerce des biens, notamment l'importation des produits de consommation courantes importés en grande partie d'Asie et d'Europe et les commandes de biens d'équipements et intermédiaires entrant dans les processus de production (domaines miniers, pétroliers et d'infrastructure/électricité) ainsi que potentiellement les exportations vers les pays partenaires affectés par la récession économique. Ainsi le solde global de la balance des paiements se dégraderait de 79 milliards FCFA par rapport aux prévisions initiales de 2020 et de 345.7 milliards par rapport à 2019; cela en lien avec la baisse des investissements directs étrangers (-181 milliards FCFA), des recettes des voyages et des envois de fonds (-1/3).

- Au niveau des *finances publiques*: des pertes de recettes seraient d'au moins de 89 milliards FCFA (soit 135 600 000 EUR), au titre de l'année 2020, suivies d'une augmentation des dépenses sociales et de protection sociales engendraient, sans appui budgétaire additionnel, une détérioration du déficit public de l'ordre de 3.7 % du PIB contre 2.6 % initialement prévu.

Les autorités nationales ont annoncé les mesures suivantes pour faire face à la crise:

- a) Renforcer la mobilisation des recettes fiscales, notamment douanières, sans accroître la contrainte fiscale sur les agents économiques;
- b) Lancement des opérations de ventes des produits alimentaires à prix modéré ou des distribution gratuite de vivres selon des cas;
- c) Adoption de mesures fiscales portant sur la mise en place des facilités de crédit d'enlèvement, le report de la date limite de paiement de certaines taxes et impôts (vignettes, impôt synthétique pour le secteur transport, ...), l'exonération de TVA pendant toute la durée de la suspension des activités pour le transport terrestre interurbain de personnes, un taux réduit de 10 % en matière de TVA dans l'hôtellerie, l'exonération du FMI, ...
- d) Augmentation de 340 milliards FCFA du volume de liquidité injecté par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) chaque semaine sur le marché monétaire en faveur des banques pour le porter à 4750 milliards de FCFA;
- e) Élargissement de l'accès au refinancement aux effets de 1700 entreprises supplémentaires;
- f) Abondement par la BCEAO du fonds de bonification de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) respectivement de 25 milliards FCFA par la BCEAO et 15 milliards FCFA par l'UEMOA afin de mobiliser des ressources concessionnelles en faveur des États;
- g) Octroi par la BOAD d'un prêt concessionnel de 15 milliards FCFA par État membre de l'UEMOA et d'un moratoire BOAD sur le remboursement des dettes du Niger pour un montant de 13.2 milliards de FCFA.

Les autorités nationales comptent sur l'assistance des partenaires traditionnels du Niger notamment la Banque africaine de développement (BAD), le FMI, la Banque mondiale, l'Agence française de développement (AFD) ainsi que ceux intervenant sous forme d'aides projets. Un suivi régulier de la situation sera assuré en coordination avec le FMI et des partenaires tels que ceux inscrits au cadre de concertation de suivi d'appui budgétaire au Niger. En conclusion, la réponse apportée à la crise est jugée pertinente et crédible pour rétablir les principaux équilibres macro-économiques. »

1.2.3 Gestion des finances publiques

1.2.3.1 Caractéristiques générales

10. Cette section est modifiée comme suit:

« L'espace fiscal du Niger est constitué essentiellement des ressources budgétaires internes, de l'aide publique au développement (aide projet et appui budgétaire) et des obligations des bons et titres du trésor. Le financement extérieur représente en moyenne 40 % du budget dont 5 % pour les appuis budgétaires. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les PTF, s'est améliorée de manière substantielle (la réduction des arriérés de paiement à fin décembre 2017

était de 43 400 000 000 FCFA). Il ressort du dernier rapport PEFA, quatre indicateurs sont notés B, six indicateurs obtiennent la note C et les vingt-et-un autres indicateurs portent la mention D. Les indicateurs notés B sont relatifs à la gestion de la dette (PI-13), au processus de préparation du budget (PI-17), l'examen des budgets par le pouvoir législatif (PI-18), la gestion des marchés publics (PI-24). Sur l'ensemble des indicateurs (28 au total), un seul a reçu la note A et sept notes C; les vingt autres ont la note D. Sur la base de ce diagnostic du PEFA, le plan de réformes de la gestion des finances publiques (GFP) 2017-2020 a été formulé et adopté. Il est en lien avec le plan de développement économique et social (PDES) adopté par le gouvernement et le document d'orientation économique (DOE) convenu avec les institutions de Bretton Woods. Ce plan, adopté en février 2017, comporte les axes prioritaires suivants: (i) mise en œuvre et internalisation effective du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA; (ii) amélioration de la mobilisation et du contrôle des ressources internes et externes; (iii) maîtrise et rationalisation de la gestion des dépenses publiques; (iv) amélioration de la transparence des finances publiques; (v) amélioration de la budgétisation axée sur les politiques publiques; (vi) renforcement des contrôles a posteriori. Sur le plan opérationnel, un plan d'activités annuel pour l'année 2020 a été élaboré et adopté, après les bilans des programmes d'actions annuel 2017 à 2019, avec l'implication de l'ensemble des acteurs et parties prenantes. En outre, les principaux défis sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La stratégie de réforme GFP, le Plan de réformes de gestion des finances publiques (PRGFP), reste toujours pertinente et crédible. Néanmoins, le contexte de crise du COVID-19 demande de prêter une attention particulière à l'utilisation des procédures de dépenses exceptionnelles, des marchés publics exceptionnels et à la lutte contre la corruption. C'est ainsi que les structures de contrôle (Inspection générale des finances, Inspection générale de l'État, la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA), la cour des comptes) et les OSC seront impulsés non seulement pour la révision de leurs plans de contrôle et/ou dans leurs fonctions de lanceurs d'alerte. »

1.2.3.2- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière

11. Le cinquième paragraphe concernant le domaine de la santé est modifié comme suit:

« Dans le **domaine de la santé**, les ressources budgétaires totales allouées au ministère de la santé sont estimées à 7.5 % des dépenses totales (hors dette) en 2020 contre 6.5 % en 2019 (réalisé) et 7 % dans la loi de finance rectificative (LFR) 2019, Par rapport au budget hors dette et charges communes, la part du secteur santé serait de 8.6 % en 2020 contre 8.3 % en 2019 (réalisé) et 8 % en 2018. Ce ratio reste encore en deçà des initiatives internationales (Abuja 2001, 15 % budget total à la santé) et 10 % pour l'Organisation mondiale de la santé). Les dépenses budgétaires réalisées sont 101.8 milliards en 2019 (situation provisoire) contre 103.4 milliards FCFA en 2018 et 75.7 milliards FCFA en 2017; elles sont à 132.5 milliards FCFA en 2020. En valeur nominale, les dépenses du secteur de la santé ont accru de 7.8 % en 2020 après un rétrécissement de 2 % en 2019 en lien avec un repli des dépenses d'investissement. Au titre des prévisions 2020, le Programme « amélioration de la qualité des prestations » disposerait de 61.8 milliards FCFA (soit 46.6 % du budget total du ministère de la santé publique (MSP) contre 20.2 % en 2019), suivi du Programme « pilotage et administration de la politique de santé » (44.1 milliards FCFA; 33.2 %), du programme « Amélioration état de santé de la population » (26.7 milliards FCFA; 20.2 % contre 15.5 % en 2019). À travers les ressources budgétaires de 2019 et 2020, le gouvernement ambitionne d'améliorer substantiellement le pourcentage des populations ayant accès aux centres de santé offrant le PMA (paquet minimum d'activités) et le taux de couverture sanitaire. Les dépenses

courantes du secteur de la santé sont estimées à 51 % des prévisions totales 2019 du secteur (contre des réalisations de 54 milliards en 2018 et 47.4 milliards en 2017), dans les subventions/transferts courants (pécules, établissement public administratif (EPA), ...) représentent en moyenne 53 % des prévisions des dépenses courantes et 46 % de leurs réalisations. Il est à signaler que la ligne budgétaire à la gratuité des soins de santé est estimé à 2.17 milliards FCFA en 2020, 5.5 milliards FCFA en 2019 contre 8 milliards prévus en 2018, soit 15 % des subventions et transferts du secteur santé; dotations budgétaires très faibles par rapport à la demande sociale (enfants et femmes enceintes). Enfin, s'agissant du financement, l'aide extérieure serait plus de 60 % des dépenses d'investissements.

En prélude à la lutte contre la pandémie du COVID-19 qui sévit dans tous les pays du monde, dont le Niger avec les premiers cas en mi-mars 2020 (plus de 253 cas positifs au 7 avril), un plan d'urgence à l'épidémie a été élaboré et approuvé par le gouvernement le 26 mars 2020. L'impact budgétaire de ce plan d'urgence est estimé à 159 milliards de FCFA (soit 242 000 000 EUR) dont 28.3 % pour la composante « Prévention et contrôle de l'épidémie », 25 % pour le renforcement des capacités des services de santé, 36.4 % pour les sites d'isolement, 9.4 % pour la surveillance épidémiologique. »

1.2.4 Transparence et vue d'ensemble du budget

12. Cette section est modifiée comme suit:

« La diffusion de l'information budgétaire et l'accès du citoyen aux documents budgétaires se sont poursuivis en 2017, 2018 et 2019. Les documents budgétaires (lois des finances, exposés de motifs des lois des finances, les lois de règlements ainsi que les rapports périodiques d'exécution budgétaire sont désormais régulièrement publiés sur le site web de l'Institut national de la statistique (www.stat-niger.org), du ministère des finances (www.finances.gouv.ne), et de la direction générale des impôts (DGI) (<http://www.impots.gouv.ne>). Le délai de mise en ligne des documents budgétaires a été réduit au cours des dernières années 2016 et 2017. Par ailleurs, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement, avec la transmission de la loi de règlement de l'exercice 2016 et des comptes de gestion 2016 à l'Assemblée nationale ainsi que de celles de l'exercice 2017 et 2018.

Au total, la Délégation de l'UE considère que le « point d'entrée » de la condition relative à la transparence budgétaire est atteint parce que les documents des lois des finances et les rapports d'exécution du budget 2017, 2018, 2019 et 2020 ont été publiés sur le site web du ministère des finances.

Avec la publication des projets de budget de l'État approuvé par l'exécutif (années 2019 et 2020), l'IOB 2019 du Niger s'est amélioré (notamment au niveau de la transparence ou le Niger a obtenu 17/100 contre un nul précédemment, et 43/100 sur le contrôle parlementaire et externe). Enfin, le rapport préalable au budget tel que décrit par l'IOB, équivaut au document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP); il est élaboré et adopté par le gouvernement pour la loi des finances 2018 et 2019 ainsi que 2020; ils sont aussi publiés sur le site web du ministère des finances. Par ailleurs, s'agissant de l'EITIE, après une suspension en octobre 2018, le Niger vient d'être réadmis à l'ITIE lors du conseil d'administration d'Oslo de janvier 2020.

Par ailleurs, avec les développements récents par rapport à l'affaire du ministère de la défense nationale et COVID-19, le dialogue politique impulsera les autorités à plus de contrôle interne et externe dans le secteur de la sécurité et défense ainsi qu'aux dépenses relatives à la mise en œuvre du plan d'urgence COVID-19. »

2. RISQUES ET HYPOTHESES

13. Les lignes 3 ; 6 et 7 du tableau sont modifiées comme suit :

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Faible capacité institutionnelle pour la mise en œuvre des politiques publiques et des réformes.	Elevé. L'absence de planification stratégique à moyen terme, ainsi que certaines faiblesses dans la gestion budgétaire nuisent à l'efficacité et à l'efficacité des dépenses. Ceci est notamment vrai pour le secteur sécurité. En ce qui concerne la justice, les outils de planification, de cadrage budgétaire et de suivi sont insuffisants. La crise du COVID-19 pèse particulièrement sur la disponibilité des autorités et des institutions pour la mise en œuvre des réformes.	Une attention particulière sera portée à ces questions en concertation avec les autres PTF et dans le cadre du dialogue politiques avec les autorités. L'existence d'une planification sur le long terme dans le secteur sécurité permettra d'anticiper les réponses, de mutualiser les moyens et de réaliser des économies substantielles. Le ministère de la justice devra aussi renforcer ses capacités institutionnelles pour pouvoir assurer dans de bonnes conditions le pilotage des réformes.
Le niveau de recettes internes ne correspond pas aux prévisions budgétaires.	Elevé. La mobilisation des recettes domestiques reste modeste, malgré une certaine maîtrise des exonérations. En conséquence, les hypothèses de financement de la politique de développement, qui reposent sur une progression sensible du taux de pression fiscale peuvent se révéler surestimées. Avec la détérioration de l'économie liée à la crise du COVID-19, ce risque est d'autant plus élevé.	L'amélioration du taux de pression fiscale, passant de 18,4 % du PIB en 2015 à 18,6 % en 2016 traduit une augmentation des recettes fiscales qui résulte des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière. Une attention particulière sera portée à ces questions en concertation avec les autres PTF et dans le cadre du dialogue politiques avec les autorités.
Faibles dans le système de gestion du secteur public susceptibles d'être exploitées à des fins de corruption, y compris dans les secteurs ciblés par ce programme.	Elevé. Le gouvernement a entrepris une série de réformes afin de combler le problème de la corruption mais qui tardent à donner des résultats. Les éventuelles procédures accélérées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse à la crise COVID-19 sont particulièrement à risque.	Soutien politique et technique aux initiatives du gouvernement dans la lutte contre la corruption et à la mise en place de systèmes de suivi des recommandations de la Cour de comptes et d'autres instances de contrôle. Une attention particulière sera portée à ces questions en concertation avec les autres PTF et dans le cadre du dialogue politiques avec les autorités.

14. Dans les hypothèses, le point suivant est ajouté:

- efficacité de la mise en œuvre du Plan global de réponse à la pandémie de coronavirus COVID-19.

3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Cette partie reste inchangée

4. DESCRIPTION DE L’ACTION

4.1. Objectifs/résultats

15. Dans les résultats attendus, partie «gouvernance financière», sous-section «gestion macroéconomique et budgétaire», le résultat suivant est ajouté:

- «Résultat 1.2: les conséquences macro-économiques ainsi que les effets néfastes du COVID-19 sont réduits;»

16. Dans les résultats attendus, partie «services sociaux de base», le résultat suivant est ajouté:

- «Résultat 3.6: l’expansion du COVID-19 et le taux de mortalité y relatif sont maîtrisés.»

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

17. Le premier point est remplacé par le point suivant:

- «le transfert de 116 000 000 EUR d'appui budgétaire au cours des exercices budgétaires 2019, 2020 et 2021;»

18. Au dernier point sur la surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire, l'élément suivant est ajouté:

- «Suivi de la mise en œuvre du plan d'urgence de lutte contre la pandémie du COVID-19»

4.2.2 Appui complémentaire

Cette partie reste inchangée

4.3. Logique d’intervention

19. Le premier paragraphe est modifié comme suit:

« La logique d’intervention consiste à créer un espace budgétaire [via le transfert de 116 000 000 EUR en deux tranches (fixe et variable) décaissées en 2019, trois tranches fixes en 2020 et deux tranches (fixe et variable) en 2021] permettant d’appuyer à court terme les politiques les plus essentielles de l’État (viabilité des finances publiques, politique sécuritaire, santé publique, justice, migration) et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre des politiques de l’État dans certains domaines ciblés (sécurité, justice pénale, gestion des migrations, gestion des finances publiques et mobilisation des recettes fiscales, santé) via l’appui aux réformes, l’appui complémentaire et le dialogue sur les politiques. Ceci afin de parvenir à moyen terme à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources, à une meilleure qualité de la dépense publique et à une meilleure coordination et gestion de l’aide extérieure (particulièrement dans le domaine de la sécurité). »

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Cette partie reste inchangée.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Cette partie reste inchangée.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

20. La première phrase est modifiée comme suit:

« Le montant alloué est de 116 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire, 5 644 855 EUR pour l'appui complémentaire et 400 000 EUR pour l'audit, l'évaluation et la visibilité. »

21. Le texte suivant est ajouté:

« Ce montant repose également sur les prévisions les plus récentes quant à l'impact budgétaire de la crise COVID-19, qui pourrait résulter en une chute des recettes (estimées à 1.2 % du PIB ou 89 milliards FCFA) ainsi qu'une hausse des dépenses publiques sociales. »

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

22. Le premier point du paragraphe sur les conditions générales de décaissement de toutes les tranches est modifié comme suit:

« progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du plan de développement économique et social 2017 – 2021 et confirmation de la crédibilité et de la pertinence de cette stratégie ou de toute autre stratégie lui succédant ainsi que les progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du un Plan global de réponse à la pandémie de coronavirus COVID-19; »

23. Le premier paragraphe du point b) est modifié comme suit:

« Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables portent sur les domaines suivants: gestion des finances publiques (mobilisation des ressources internes, gestion des dépenses, contrôle et transparence budgétaire); sécurité intérieure (capacités des forces de sécurité intérieure et gouvernance du secteur); justice (chaîne pénale, inspection des services dans le secteur de la justice; assistance judiciaire); migrations (capacités de gestion des défis migratoires des autorités ministérielles et de leurs divisions nationales et régionales); santé (gratuité des soins, la planification familiale et lutte contre le COVID-19) et secteur privé. »

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

24. Le tableau est remplacé comme suit:

Période indicative de décaissement (montants en millions EUR)	2019		2020			2021		Montant Total
	2Q2019	4Q2019	2Q2020	3Q2020	4Q2020	3Q2021	4Q2021	
Tranche fixe	16.0	-	16.0	38.0	8.0	9.0	-	87.0
Tranche	-	19.0		-	-	-	10.0	29.0
Montant total	16.0	19.0	16.0	38.0	8.0	9.0	10.0	116.0

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

Cette partie reste inchangée.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie reste inchangée.

5.6 Budget indicatif

25. Le tableau est remplacé comme suit:

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.3 Appui budgétaire	116,000,000
<i>Tranches Fixes</i>	<i>87,000,000</i>
<i>Tranches Variables</i>	<i>29,000,000</i>
5.4 Appui complémentaire	5,644 855
<i>5.4.1.1 Subventions (gestion directe) «Assemblée nationale»</i>	<i>500,000</i>
<i>5.4.1.2 Subventions (gestion directe) «Institut national de</i>	<i>500,000</i>
<i>5.4.1.3 Subventions (gestion directe) «HALCIA»</i>	<i>400,000</i>
<i>5.4.1.4. Subventions (gestion directe) «Cour des comptes»</i>	<i>600,000</i>
<i>5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)</i>	<i>3,644 855</i>
5.9 Évaluation - 5.10 Audit	200,000
5.11 Communication et Visibilité	100,000
Provision pour imprévus	100,000
TOTAL	122,044,855

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie reste inchangée.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Cette partie reste inchangée.

5.9 Évaluation

Cette partie reste inchangée.

5.10 Audit

Cette partie reste inchangée.

5.11 Communication et visibilité

Cette partie reste inchangée.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

26. Sous l'Objectif spécifique OS 1, l'indicateur suivant est ajouté:

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Lignes de base (y.c année de référence)	Cibles (y.c année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectifs spécifiques	<i>OS 1 - la stabilité macroéconomique et budgétaire est restaurée</i>	taux de croissance des secteurs impactés par le COVID-19	PIB : 1 % en 2020	8.1 % en 2022	<i>INS et FMI</i>

27. Sous le produit P.1, l'indicateur «taux de mobilisation des ressources internes» est modifié comme suit:

PRDOUITS	P.1. La gestion macroéconomique et budgétaire	Taux de mobilisation des ressources internes	10.5 % du PIB (2017)	13 % (2021)	<i>Rapport FMI</i>
----------	--	--	----------------------	-------------	--------------------

28. Sous le produit P.5, les deux indicateurs suivants sont ajoutés:

PRDOUITS	P5. la fourniture des services publics est améliorée en quantité et en qualité	Nombre d'hôpitaux équipés pour appliquer le protocole COVID-19	Cible à déterminer	Acroiss, par an	<i>Rapport mise en œuvre Plan COVID gouvernement</i>
		Nombre de patients enregistrés dans les formations sanitaires selon le protocole COVID-19 en vigueur	Cible à déterminer	Acroiss, par an	